

Manque d'enseignants, classes surchargées... À la veille de cette rentrée scolaire, d'un coup, tous les maux de l'Éducation nationale reviennent sur le devant de la scène. Après deux années de pandémie et cinq années de politique libérale, le personnel de l'Éducation nationale est à bout de souffle, le gouvernement dans le déni. À Marseille comme à Toulon, les syndicats s'alarment.

À Marseille

Est-ce qu'on accepterait de se faire soigner par un médecin qui n'a pas de diplôme ? Je pose cette même question aux parents d'élèves », s'indigne Jean Cugier, professeur d'EPS dans les Bouches-du-Rhône, mardi lors d'une conférence de presse réunissant tous les syndicats de l'enseignement de la FSU à Marseille. Le professeur et co-secrétaire académique du Snep-FSU fait alors référence au recrutement massif de personnels contractuels dans l'Éducation nationale, au cœur des débats pour la rentrée scolaire de jeudi. Un recrutement en réponse au manque d'enseignants, 4000 au niveau national. « Etre recruté en 30 minutes pour intégrer l'Éducation nationale, c'est quelque chose de grave », dénonce Marion Chopinet, secrétaire académique du Snes-FSU 13. Cette année plus que les précédentes, « on est là sur une rentrée de la pénurie, du bricolage permanent ». Une évidence lorsqu'on regarde la gestion récente de l'Éducation nationale. Si un décret promettant la désinsertion des surveillants dans les collèges et lycées, les AED dans le jargon, est bien paru cet été, rien n'est encore mis en place concrètement pour leur embauche formelle dans le département. « Au rectorat, personne n'est encore nommé pour la désinsertion des AED », dénonce Marion Chopinet.

Même principe dans le 1^{er} degré, où la rentrée à Marseille « est marquée par la généralisation déjà actée d'une expérimentation qui n'a pas encore commencé », relève Virginie Akliouat, secrétaire générale du SNUipp-FSU 13. Expérimentation voulue par Emmanuel Macron, allouant des budgets à certains établissements en échange de réponses aux appels à projets. Le résultat

de l'Éducation nationale. « Nous avons une pénurie similaire, des postes sont non pourvus : seulement 2 créations de postes d'infirmiers et assistants sociaux sur l'académie cette année après 5 ans sans rien ! », s'alarme Mireille Constantin, également co-secrétaire du syndicat.

Ce tableau bien noir dépeint par les syndicats contraste avec l'assurance affichée du rectorat. « Il continue d'affirmer qu'il ne manquera personne, que la zone n'est pas déficitaire », pointe Marion Chopinet. Une affirmation « difficile à croire » de l'avis général, alors même que l'appel aux contractuels était déjà en vigueur l'année dernière. Caroline Chevé, secrétaire générale de la FSU 13, insiste sur « les réponses insuffisantes du gouvernement » avec le 29 septembre dans le viseur, une journée de grève et de manifestation interprofessionnelle et intersyndicale, comme « première étape » de la riposte du personnel de l'Éducation.

Amaury Baqué

